

Schweizerische Statistische Gesellschaft

Protokoll der Mitgliederversammlung

vom 18. Mai 1928 im «Zunftthaus zu Zimmerleuten» in Zürich

Der Präsident, Prof. Dr. *Rappard*, eröffnet die Versammlung (43 Personen) mit einer Begrüssung und erstattet folgenden *Jahresbericht*:

Le rapport, qu'aux termes de nos statuts je suis chargé de vous présenter au nom de mes collègues du Comité de Direction sur l'exercice écoulé, sera très bref, ce dont vous ne manquerez pas de vous féliciter.

Cet exercice, en effet, n'a pas eu sa durée ordinaire d'un an, car, depuis la dernière assemblée à Lucerne, moins de 8 mois se sont écoulés. De plus, n'ayant pas eu le privilège d'assister à cette dernière assemblée, je ne suis peut-être pas en mesure d'apprécier comme il conviendrait la portée de toutes ses décisions, auxquelles nous avons cherché à donner suite.

Cette dernière assemblée, en effet, je ne la connais guère que par le compte rendu qui s'en trouve publié dans le quatrième fascicule de l'année dernière du «Journal de Statistique», pages 539 et suivantes. En lisant ce compte rendu, je ne pus me défendre du sentiment qu'il avait dû régner à Lucerne une certaine agitation et une certaine confusion. En effet, sous l'entête «Versammlungsort 1928», j'ai été surpris de voir qu'on avait discuté de l'opportunité de soumettre nos statuts à une révision. Je constatai en outre qu'après un échange de vues dont on nous dit qu'il fut «lebhaft», une proposition de notre collègue Schwarz, tendant à discuter de cette révision dès le 1^{er} octobre, à 9 heures du matin, fut adoptée par 13 voix contre 10 et cela bien que le président eût indiqué que cette heure avait été réservée à une séance de Comité. Je constatai enfin qu'après un débat auquel on nous dit que participèrent «entre autres» 12 de nos collègues, il fut décidé à la majorité d'abord de revenir sur la précédente résolution, puis que cette précédente résolution devait être abrogée. C'est à la suite de tous ces propos bien difficilement conciliables, semble-t-il, que l'unanimité se prononça enfin en faveur de la réunion à Zurich, au printemps 1928, d'une nouvelle assemblée générale, au cours de laquelle serait opérée la révision des statuts. Il fut décidé aussi de confier la préparation de cette révision au Comité de Direction auquel on adjoignit pour cela nos collègues MM. *Böhler*, *Freudiger*, *Meierhans* et *Schwarz*.

C'est après ces débats, qui paraissent avoir été quelque peu orageux et sans doute à la faveur du trouble qui en résulta dans les esprits, que l'assemblée de l'an dernier m'a fait l'honneur de m'appeler à la présidence de la Société. En

tout cas, je ne saurais m'expliquer autrement ce choix, dont seule mon absence de Lucerne m'a empêché de dissuader mes collègues.

Je ne leur en suis pas moins reconnaissant de la preuve de confiance qu'ils voulurent bien me donner dans leur état d'esprit d'alors et dont je ne puis que souhaiter que, revenus à des dispositions plus sereines, ils n'aient pas trop lieu de se reprocher l'inopportunité.

Depuis cette session mémorable, le Comité de Direction s'est réuni deux fois, le 21 novembre 1927 et le 22 mars 1928, à Berne, dans l'hospitalier bureau de notre collègue M. *Ney*. Je saisis cette occasion pour le remercier en notre nom à tous de son constant dévouement à notre Société.

La première de ces séances ayant eu lieu avant le Nouvel-An, fut présidée par notre président d'alors, M. le prof. *Schorer*, à qui j'adresse aussi un chaleureux merci pour toute la peine qu'il a prise pour notre Société pendant les deux années de sa gestion. Comme les membres que la dernière assemblée avait décidé d'adjoindre au Comité pour l'établissement d'un projet de révision des statuts n'avaient pas été convoqués à cette séance, nous n'avons pu qu'y procéder à un échange de vues général et préalable. L'incertitude et la diversité des opinions manifestées à cette occasion fut telle, que votre président actuel, décidément toujours bénéficiaire et victime malgré lui des circonstances, fut chargé de rédiger un nouvel avant-projet.

Je m'acquittai de cette tâche de mon mieux, tout en ne me dissimulant pas combien peu j'y étais apte. Il me manquait, en effet, pour cela, non seulement la préparation que m'eût valu la participation aux débats de Lucerne, mais aussi la foi qui seule, dit-on, soulève les montagnes. A vrai dire, il n'y avait qu'un seul point sur lequel j'avais une opinion bien arrêtée. J'étais persuadé que le désir de rajeunir notre Société ne pourrait pas être réalisé par les réformes proposées par les premiers auteurs de nouveaux statuts. Dans la mesure, assez faible du reste, où ce rajeunissement dépend d'une révision des statuts, j'étais convaincu qu'il ne saurait résulter d'un accroissement de l'autorité du Comité de Direction et d'une extension de ses compétences. Je pensai et je pense tout au contraire que la vitalité de notre Société est fonction de l'intérêt qu'apportent à ses travaux tous ses membres. Or, j'avais et j'ai le sentiment que cet intérêt a pu s'atténuer au cours des années parce que beaucoup de nos collègues se sentaient trop peu associés à notre existence sociale, dont un comité presque inamovible déterminait trop exclusivement le cours.

A ma vive surprise et à ma grande satisfaction, je pus constater que mon sentiment à cet égard était partagé par tous mes collègues du Comité de Direction, ainsi que par les quatre membres que la dernière assemblée nous avait adjoints pour la préparation de la révision des statuts. Ce fut, en effet, sans peine et sans débats violents que, lors de notre seconde séance depuis la dernière assemblée générale, la seule que notre Comité ait tenue avant ce matin même au cours de cette année, l'avant-projet que j'avais fait distribuer avec un bref mémoire justificatif, fut dans ses grandes lignes approuvé. Sauf modifications de détails, c'est ce projet qui sera tout à l'heure soumis à votre appréciation. Sans préjuger de

vos débats, je me bornerai à signaler les trois points les plus importants sur lesquels nous vous proposons d'innover.

Le premier touche au nom même de notre Société. Nous avons pensé, en effet, que, tant pour conformer le droit au fait que pour nous présenter devant l'opinion sous un aspect moins sévère, il convenait de nous appeler dorénavant: «Société suisse d'Economie politique et de Statistique». Notre proposition à ce sujet fut adoptée à la majorité. Une minorité, dont je fis partie, désireuse surtout de ne pas contrister notre vénéré doyen M. le prof. *Milliet*, manifesta la volonté de rester fidèle à notre nom traditionnel. Il vous appartiendra de nous départager à ce sujet, qui, à mes yeux, n'a du reste pas une très grande importance. Nul, en effet, ne souhaite que nous abandonnions le terrain de la statistique, au sens étroit de ce terme, qui fut plus proprement celui de notre Société lors de sa naissance. Et, d'autre part, les traditionnalistes, fidèles au terme de statistique, l'entendent dans un sens assez large pour permettre sous son égide l'étude de tous les phénomènes économiques. De part et d'autre, il est bien entendu que nous devons, comme par le passé, nous intéresser à la fois aux théories et aux faits économiques et sociaux, ainsi qu'à la détermination quantitative de ces faits et aux méthodes applicables en statistique.

Le second point sur lequel le nouveau projet de statuts prévoit une innovation réelle est relatif aux rapports que ses auteurs espèrent voir s'établir et se nouer toujours plus intimes entre notre Société suisse et des groupements locaux et cantonaux qui, nés de son sein, poursuivent des buts analogues. En rédigeant mon avant-projet qui, sur ce point, est devenu le projet de votre commission, je fus frappé, en effet, par le contraste entre la vie quelque peu languissante que menait notre Société et l'active prospérité de certains de ses rejetons. Nous avons pensé que, sans aspirer bien entendu à porter la moindre atteinte à l'absolue indépendance de ceux-ci et tout en contribuant peut-être à donner à leurs manifestations plus de retentissement encore, nous pourrions faire bénéficier en quelque mesure notre Société de la vigueur juvénile de ses enfants. Combien d'aïeux n'ont-ils pas retrouvé une seconde adolescence en pratiquant avec discrétion l'art délicieux et délicat d'être grand-père?

Enfin, nous avons pensé que pour maintenir une confiance entière et continue entre notre Société et son Comité de Direction, il convenait de prévoir le renouvellement et le rajeunissement périodique de celui-ci. Il va sans dire que déjà aux termes de nos statuts actuels, l'Assemblée générale est entièrement souveraine dans le choix de son Comité directeur. Mais tant que la rééligibilité des membres de ce comité demeure absolue, il est à craindre que tout changement dans sa composition s'accompagne de crises. C'est pour que de tels changements puissent à l'avenir s'opérer sans porter la moindre atteinte aux bonnes relations personnelles de tous nos collègues et à la marche normale de la Société, que nous avons rédigé une disposition prévoyant la non-rééligibilité des membres du Comité après deux périodes consécutives de trois ans chacune.

A vous, Messieurs, de juger notre œuvre. Faites-le, je vous prie, avec une entière liberté, mais en vous souvenant, s'il m'est permis de formuler une telle recommandation, que la lettre tue et que l'esprit seul vivifie.

Je ne veux pas allonger davantage ce rapport, d'autant plus que vous êtes condamnés à subir une seconde allocution présidentielle cet après-midi. Je ne veux toutefois pas le terminer sans vous informer que depuis l'an dernier le nombre de nos membres a passé de 393 à 388; sans rappeler le 70^e anniversaire de notre cher et vénéré doyen *Milliet*, auquel nous nous sommes tous associés par la pensée le 1^{er} novembre 1927; et enfin sans signaler le succès obtenu par le fascicule spécial de notre Journal que notre éminent rédacteur, M. *Mangold*, a fait paraître en l'honneur de notre collègue, le professeur *Landmann*, à l'occasion de son départ de la Suisse, à laquelle il avait rendu tant de services et où il compte de si fidèles et de si reconnaissants amis.

Der Bericht wird stillschweigend genehmigt.

Als Stimmzähler werden gewählt: Dr. *Max Weber* und *F. Locher*.

Rechnung 1927. Direktor Dr. *Ney* erstattet den Bericht hierüber (den Anwesenden ist ein Auszug überreicht worden).

Betriebs- und Vermögensrechnung der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft 1927

I. Betriebsrechnung

Einnahmen:

1. Mitgliederbeiträge	à Fr. 12	Fr. 4.622, —	
» (ohne Zeitschr.)	à » 5	» 15, —	Fr. 4,637. —
2. Abonnemente.	à » 12	Fr. 2.664, —	
» durch Buchhandl. . .	à » 9	» 351, —	
» durch Francke . . .	à » 6	» 294, —	» 3.309, —
3. Beiträge: a) Kantone		Fr. 2.320, —	
b) andere		» 600, —	» 2.920, —
4. Verkauf aus dem Zeitschriftenbestand			» 1.257, 45
	Total der Einnahmen . . .		<u>Fr. 12.123, 45</u>

Ausgaben:

1. Zeitschrift: a) Gehalt und Honorare	Fr. 4.717, —	
b) Druck	» 15.011, 60	Fr. 19.728, 60
2. Verwaltung und Jahresversammlung		» 1.784, 10
	Total des Ausgaben	<u>Fr. 21.512, 70</u>
Rückschlag (Ausgaben-Einnahmen)		Fr. 9.389, 25
Subvention des Bundes		» 7.000, —
Fehlbetrag des Jahres		<u>Fr. 2.389, 25</u>

II. Vermögensrechnung

A. Fonds für die Zeitschrift:

Saldo vom letzten Geschäftsjahr.	Fr. 22.651, 34	
Zinsen.	» 1.188, 10	
	<hr/>	
	Fr. 23.839, 44	
Fehlbetrag des Jahres	» 2.389, 25	
Bestand am 31. Dezember 1927		Fr. 21.450, 19

B. Fonds für Preisausschreiben:

Saldo vom letzten Geschäftsjahr.	Fr. 700, 50	
Zinsen.	» 28, —	
	<hr/>	
Bestand am 31. Dezember 1927		» 728, 50

C. Zeitschriftenvorrat		» 1, —
		<hr/>
Vermögensbestand am 31. Dezember 1927 . . .	Fr. 22.179, 69	

III. Vermögensausweis

1. Guthaben (Postcheck und Bank-Kontokorrent)	Fr. 4.491, 19	
2. Wertschriften.	» 17.687, 50	
3. Zeitschriftenvorrat	» 1, —	
	<hr/>	
Zusammen	Fr. 22.179, 69	

Der Quästor: *M. Ney.*

Die Rechnung schliesst mit einer Vermögensabnahme von Fr. 22.651, 34 — 22.179, 69 = Fr. 481, 65 ab. Die Rechnungsrevisoren (Dr. *Jenny* und Dr. *Grütter*) haben die Rechnung geprüft, richtig befunden und beantragen, sie zu genehmigen. Zuhanden des Komitees regen sie an, zu prüfen, ob für Rezensionen noch Honorare gegeben und die Chargen im Komitee nicht ehrenamtlich verwaltet werden sollen.

Herr *Elmer* und Dr. *Freudiger* halten dafür, die Ausgabe des 5. Heftes hätte von der Generalversammlung beschlossen werden sollen. Es verursache ein beträchtliches Defizit in der Betriebsrechnung.

Prof. *Mangold*: Die Anregung dazu sei gerade aus dem Kreise der Mitglieder gekommen; die Ausgaben dafür umfassen nur Sachausgaben. Wir haben aber für die Deckung von Defiziten seinerzeit einen Fonds gesammelt. Falls Rezensionen nicht honoriert werden, so werde es noch schwieriger sein, Referenten zu gewinnen; eine gute Besprechung erfordere oft mehr Zeit als ein Aufsatz.

Dr. *Dietschi*, Basel: Auch die Tageszeitungen honorieren Besprechungen, obwohl der Referent das Buch bekomme.

Es wird beschlossen, die Anregung durch das Komitee besprechen zu lassen, in dessen Kompetenzkreis sie ja gehöre. Die Rechnung wird genehmigt.

Statutenrevision. Es liegt der Entwurf vor, wie er vom Komitee unter Zuzug von 4 Mitgliedern (siehe letztjähriges Protokoll) beraten und schliesslich von Prof. *Rappard* bereinigt worden war.

Artikel 1

Die Schweizerische Gesellschaft für Volkswirtschaft und Statistik bezweckt die Förderung der volkswirtschaftlichen und statistischen Forschung auf freier wissenschaftlicher Grundlage. Ihre besondere Aufmerksamkeit gilt den wirtschaftlichen, finanziellen und sozialen Problemen sowie der amtlichen und privaten Statistik der Schweiz.

Prof. *Milliet* will am alten Namen festhalten, ebenso die Herren Insp. *Rathgeb*, Dr. *Grütter* und Dr. *Freudiger*. Herr *Rathgeb* will allenfalls bloss «Statistik» vorangestellt wissen. Dr. *Grütter* hat lieber eine statistische Gesellschaft mit 100 tätigen Mitgliedern, als eine volkswirtschaftliche mit 1000 Mitgliedern. Dr. *Freudiger*: Es ist auch auf dem Gebiet der Statistik noch viel zu tun. Prof. *Böhler*, Nationalrat *Obrecht* und Dr. *Giovanoli* treten für die neue Fassung ein. Mit 20 gegen 19 Stimmen wird der bisherigen Bezeichnung «Schweizerische Statistische Gesellschaft» der Vorzug gegeben.

Prof. *Milliet*: «volkswirtschaftlichen und statistischen» (2. Zeile) umstellen. Mehrheitlich angenommen.

Dr. *Jenny*: 4. und 5. Zeile ebenfalls umstellen. Mehrheitlich angenommen.

Artikel 2

Die Gesellschaft sucht diesen Zweck zu erreichen:

1. durch Herausgabe der «Schweizerischen Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik» mit wissenschaftlichen Sonderheften;
2. durch öffentliche Diskussionsveranstaltungen, die jährlich mindestens einmal anlässlich der Generalversammlung stattfinden;
3. durch andere, der Generalversammlung oder dem Direktionskomitee geeignet erscheinende Mittel.

Dr. *Grütter*: Statt «Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik» sollte es heissen wie bisher: «Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft». Mehrheitlich angenommen.

Dr. *Higy*: «wissenschaftlichen» (3. Zeile) streichen. Angenommen.

Nach Vorschlägen von Prof. *Milliet*, *Saitzew* und Insp. *Rathgeb* erhält Ziffer 2 folgende Fassung: Durch Veranstaltung von öffentlichen Vorträgen und Diskussionen.

Dr. *Niederer* regt an, beizufügen, dass von den Themen je eines volkswirtschaftlicher und eines statistischer Natur sein sollte. Wird abgelehnt, da man sich nicht binden könne, schon der Referenten wegen.

Dr. *Grütter*: Ob nicht der Vorstand ermächtigt werden solle, bei auftretenden wichtigen Fragen bestimmte Probleme durch Fachausschüsse studieren und an der nächsten Versammlung darüber berichten zu lassen. Prof. *Rappard*: Diese Vollmacht sei in der Bestimmung unter Ziffer 3 inbegriffen.

Dies wird hier im Protokoll ausdrücklich festgehalten als Meinung der Versammlung. Der Antrag Grütter wird abgelehnt.

Artikel 3

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Bern.

Angenommen.

Artikel 4

Mitglieder der Gesellschaft können natürliche oder juristische Personen werden, die die Statuten anerkennen. Beitrittsgesuche sind an ein Mitglied des Direktionskomitees zu richten. Der Jahresbeitrag für Einzelmitglieder ist 12 Franken; gegen einmalige Zahlung von 200 Franken können sie die Mitgliedschaft auf Lebenszeit erwerben. Der Jahresbeitrag für Kollektivmitglieder ist 25 Franken.

Die Mitglieder erhalten die «Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik» unentgeltlich.

Mitglieder, die ausdrücklich auf den Bezug der Zeitschrift verzichten, bezahlen als ausserordentliche Einzelmitglieder einen Jahresbeitrag von 5 Franken, als ausserordentliche Kollektivmitglieder einen solchen von 15 Franken.

Grütter: «Direktionskomitee» hier und überall ersetzen durch Vorstand. Mehrheitlich angenommen. — Keine konkreten Zahlen in die Statuten aufnehmen. Mit grosser Mehrheit abgelehnt. — «ausserordentliche» im letzten Alinea streichen. Angenommen.

Artikel 5

Die Organe der Gesellschaft sind:

1. Die Generalversammlung,
2. das Direktionskomitee,
3. die Rechnungsrevisoren.

Angenommen.

Artikel 6

Die Gesellschaft hält in der Regel alljährlich eine ordentliche Generalversammlung ab, deren Befugnisse namentlich sind:

- a) Entgegennahme des Jahresberichtes des Direktionskomitees und des Berichtes der Rechnungsrevisoren;
- b) Beschlussfassung über das Budget des kommenden Finanzjahres;
- c) Wahl des Präsidenten, der Mitglieder des Direktionskomitees und der Rechnungsrevisoren;
- d) Ernennung auswärtiger Gelehrter zu korrespondierenden Mitgliedern nach Vorschlägen des Direktionskomitees;
- e) Erteilung der Ehrenmitgliedschaft an Persönlichkeiten, die sich um die schweizerische Volkswirtschaft und Statistik oder um die Gesellschaft besondere Verdienste erworben haben;
- f) Statutenänderung und Auflösung der Gesellschaft.

Für die Beschlüsse der Generalversammlung ist in der Regel das absolute Mehr der Stimmen massgebend. Statutenänderungen können nur mit dreiviertel Mehrheit der Stimmenden beschlossen werden. Für die Auflösung der Gesellschaft ist eine dreiviertel Mehrheit aller Mitglieder erforderlich.

Verhandlungsgegenstände, die an der Generalversammlung zur Sprache gebracht werden sollen, müssen mindestens vierzehn Tage vor der Versammlung beim Präsidenten der Gesellschaft angemeldet werden, damit das Direktionskomitee dazu Stellung nehmen kann.

Brüschweiler: Unter c) beifügen: «und des Redaktors der Zeitschrift».

Dr. Henrici: Unter c) beifügen: «und eines Ersatzmannes (Rechnungsrevisor)». Angenommen.

Elmer: Unter e) 2. Zeile: Statistik vor Volkswirtschaft vorausnehmen. Angenommen.

Grütter: Unter c) umstellen: Wahl des Vorstandes und des Präsidenten. Angenommen.

Artikel 7

Das Direktionskomitee besteht ausser dem Präsidenten aus sechs ordentlichen Mitgliedern, die in geheimer Abstimmung auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt werden. Alle drei Jahre ist ein Drittel zu erneuern. Kein Mitglied kann länger als zwei aufeinanderfolgende Amtsperioden dem Komitee angehören.

Kantonale oder lokale volkswirtschaftliche und statistische Gesellschaften, die in ihrem Kreis mindestens hundert Mitglieder der schweizerischen Gesellschaft vereinigen, haben das Recht, einen Delegierten in das Direktionskomitee abzuordnen. Diese Delegierten besitzen die gleichen Rechte wie die sieben ordentlichen, von der Generalversammlung gewählten Komiteemitglieder. Die delegierenden Gesellschaften tragen die Delegationskosten.

Als Präsident des Komitees amtet der Präsident der Gesellschaft; dessen Wahl erfolgt jährlich durch die Generalversammlung geheim. Der Präsident ist zweimal wiederwählbar.

Im übrigen konstituiert sich das Komitee selbst; sein Bureau besteht ausser dem Präsidenten aus dem Vizepräsidenten, dem Kassier und dem Sekretär.

Prof. Rappard: 1. Alinea, 3. Zeile («alle drei Jahre»): «drei» muss wegfallen, Druckfehler. Auf Antrag verschiedener Herren soll es im 2. Alinea heissen (2. Zeile): «denen mindestens 100 Mitglieder der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft angehören». Angenommen.

Statt Komiteemitglieder: Mitglieder.

3. Alinea: «des Komitees» streichen.

Artikel 8

Das Direktionskomitee besorgt die geschäftliche Leitung der Gesellschaft; im besondern liegen ihm ob:

- a) die Vorbereitung und Einberufung der Generalversammlung, sowie die Ausführung ihrer Beschlüsse;

- b) die Verwaltung der Finanzen der Gesellschaft;
- c) die Administration der «Schweizerischen Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik», die Festsetzung der Besoldung des Redaktors, der Mitarbeiterhonorare und des Abonnementspreises;
- d) die Vertretung der Gesellschaft nach aussen und der Verkehr mit den Behörden.

Unter c): Statt «die Administration» soll es nun heissen: «die Herausgabe». *Brüschweiler*: «Die Festsetzung der Besoldung» usw. bis Abonnementspreis streichen. Angenommen.

Artikel 9

Die zwei Rechnungsrevisoren werden für die Dauer von drei Jahren durch die Generalversammlung ernannt; sie erstatten ihr alljährlich einen Bericht über das abgelaufene Rechnungsjahr.

Nach «Rechnungsrevisoren» ist beizufügen: «und der Ersatzmann».

Artikel 10

Der Redaktor der «Schweizerischen Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik» ist für die wissenschaftliche Leitung verantwortlich. Er wird von der Generalversammlung auf drei Jahre gewählt. An den Sitzungen des Direktionskomitees nimmt er mit beratender Stimme teil.

Den kantonalen und lokalen Gesellschaften, die gemäss Artikel 7 das Recht zur Abordnung eines Mitgliedes in das Direktionskomitee haben, stehen in jedem Hefte der Zeitschrift zwei Seiten für Mitteilungen zur Verfügung.

Titel der Zeitschrift umstellen; bisheriger Titel.

Artikel 11

Die Ausgaben der Gesellschaft werden bestritten durch:

- a) die Jahresbeiträge der Mitglieder;
- b) die Abonnementsbeiträge für die Zeitschrift und den Erlös für andere von der Gesellschaft herausgegebene Veröffentlichungen;
- c) Subventionen;
- d) freiwillige Beiträge und andere Einnahmen.

Dr. Freudiger: Subventionen durch staatliche Beiträge ersetzen. *Brüschweiler*: Statt «freiwillige Beiträge»: «andere Beiträge und sonstige Einnahmen». Angenommen. Neue Fassung somit:

- d) andere Beiträge und sonstige Einnahmen.

Artikel 12

Das Rechnungsjahr ist das Kalenderjahr.
Angenommen.

Artikel 13

Bei Auflösung der Gesellschaft wird das Vermögen unter die kantonalen und lokalen Gesellschaften, die gleiche Zwecke wie die schweizerische Gesellschaft verfolgen, verteilt.

Diese Statuten ersetzen gemäss Beschluss der Generalversammlung in Zürich vom 18. Mai 1928 die Statuten der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft vom 19. Juli 1864/14. Oktober 1913 und treten sofort in Kraft.

Wird in folgender Fassung angenommen:

«Bei Auflösung der Gesellschaft bestimmt die Generalversammlung über die Verwendung des Vermögens.»

Zweites Alinea unverändert.

Die Statuten werden nun in der neuen Fassung mit allen gegen drei Stimmen angenommen.

Schweizerische Statistische Gesellschaft. Statuten

Artikel 1

Die Schweizerische Statistische Gesellschaft bezweckt die Förderung der statistischen und volkswirtschaftlichen Forschung auf freier wissenschaftlicher Grundlage. Ihre besondere Aufmerksamkeit gilt der amtlichen und privaten Statistik sowie den wirtschaftlichen, finanziellen und sozialen Problemen der Schweiz.

Artikel 2

Die Gesellschaft sucht diesen Zweck zu erreichen:

1. durch Herausgabe der «Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft» mit Sonderheften;
2. durch Veranstaltung öffentlicher Diskussionen, die jährlich mindestens einmal anlässlich der Generalversammlung stattfinden;
3. durch andere, der Generalversammlung oder dem Vorstände geeignet erscheinende Mittel.

Artikel 3

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Bern.

Artikel 4

Mitglieder der Gesellschaft können natürliche und juristische Personen werden, die die Statuten anerkennen. Beitritts Gesuche sind an ein Mitglied des Vorstandes zu richten. Der Jahresbeitrag für Einzelmitglieder ist 12 Franken; gegen einmalige Zahlung von 200 Franken können sie die Mitgliedschaft auf Lebenszeit erwerben. Der Jahresbeitrag für Kollektivmitglieder ist 25 Franken.

Die Mitglieder erhalten die «Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft» unentgeltlich.

Mitglieder, die ausdrücklich auf den Bezug der Zeitschrift verzichten, bezahlen als Einzelmitglieder einen Jahresbeitrag von 5 Franken, als Kollektivmitglieder einen solchen von 15 Franken.

Artikel 5

Die Organe der Gesellschaft sind:

1. Die Generalversammlung,
2. der Vorstand,
3. die Rechnungsrevisoren.

Artikel 6

Die Gesellschaft hält in der Regel alljährlich eine ordentliche Generalversammlung ab. Deren Befugnisse sind namentlich:

- a) Entgegennahme des Jahresberichtes des Vorstandes und des Berichtes der Rechnungsrevisoren;
- b) Beschlussfassung über das Budget des kommenden Finanzjahres;
- c) Wahl der Mitglieder des Vorstandes, des Präsidenten, der Rechnungsrevisoren und eines Ersatzmannes sowie des Redaktors der Zeitschrift;
- d) Ernennung auswärtiger Gelehrter zu korrespondierenden Mitgliedern nach Vorschlägen des Vorstandes;
- e) Erteilung der Ehrenmitgliedschaft an Persönlichkeiten, die sich um die schweizerische Statistik und Volkswirtschaft oder um die Gesellschaft besondere Verdienste erworben haben;
- f) Statutenänderung und Auflösung der Gesellschaft.

Für die Beschlüsse der Generalversammlung ist in der Regel das absolute Mehr der Stimmenden massgebend. Statutenänderungen können nur mit dreiviertel Mehrheit der Stimmenden beschlossen werden. Für die Auflösung der Gesellschaft ist eine dreiviertel Mehrheit aller Mitglieder erforderlich.

Verhandlungsgegenstände, die an der Generalversammlung zur Sprache gebracht werden sollen, müssen mindestens vierzehn Tage vor der Versammlung beim Präsidenten der Gesellschaft angemeldet werden, damit der Vorstand dazu Stellung nehmen kann.

Artikel 7

Der Vorstand besteht ausser dem Präsidenten aus sechs ordentlichen Mitgliedern, die in geheimer Abstimmung auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt werden. Alle Jahre ist ein Drittel zu erneuern. Kein Mitglied kann länger als zwei aufeinanderfolgende Amtsperioden dem Vorstande angehören.

Kantonale oder lokale volkswirtschaftliche und statistische Gesellschaften, denen mindestens hundert Mitglieder der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft angehören, haben das Recht, einen Delegierten in den Vorstand abzuordnen. Diese Delegierten besitzen die gleichen Rechte wie die sieben ordentlichen, von der Generalversammlung gewählten Mitglieder. Die delegierenden Gesellschaften tragen die Delegationskosten.

Als Präsident des Vorstandes amtiert der Präsident der Gesellschaft; dessen Wahl erfolgt jährlich durch die Generalversammlung geheim. Der Präsident ist zweimal wiederwählbar.

Im übrigen konstituiert sich der Vorstand selbst; sein Bureau besteht ausser dem Präsidenten aus dem Vizepräsidenten, dem Kassier und dem Sekretär.

Artikel 8

Der Vorstand besorgt die geschäftliche Leitung der Gesellschaft; im besondern liegen ihm ob:

- a) die Vorbereitung und Einberufung der Generalversammlung sowie die Ausführung ihrer Beschlüsse;

- b) die Verwaltung der Finanzen der Gesellschaft;
- c) die Herausgabe der «Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft»;
- d) die Vertretung der Gesellschaft nach aussen und der Verkehr mit den Behörden.

Artikel 9

Die zwei Rechnungsrevisoren und der Ersatzmann werden für die Dauer von drei Jahren durch die Generalversammlung ernannt; sie erstatten ihr alljährlich einen Bericht über das abgelaufene Rechnungsjahr.

Artikel 10

Der Redaktor der «Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft» ist für die wissenschaftliche Leitung verantwortlich. Er wird von der Generalversammlung auf drei Jahre gewählt. An den Sitzungen des Vorstandes nimmt er mit beratender Stimme teil.

Den kantonalen und lokalen Gesellschaften, die gemäss Artikel 7 das Recht zur Abordnung eines Mitgliedes in den Vorstand haben, stehen in jedem Hefte der Zeitschrift zwei Seiten für Mitteilungen zur Verfügung.

Artikel 11

Die Ausgaben der Gesellschaft werden bestritten durch:

- a) die Jahresbeiträge der Mitglieder;
- b) die Abonnementsbeiträge für die Zeitschrift und den Erlös für andere von der Gesellschaft herausgegebene Veröffentlichungen;
- c) andere Beiträge und sonstige Einnahmen.

Artikel 12

Das Rechnungsjahr ist das Kalenderjahr.

Artikel 13

Bei Auflösung der Gesellschaft bestimmt die Generalversammlung über die Verwendung des Vermögens.

Diese Statuten ersetzen gemäss Beschluss der Generalversammlung in Zürich vom 18. Mai 1928 die Statuten der Schweizerischen Statistischen Gesellschaft vom 19. Juli 1864/14. Oktober 1913 und treten sofort in Kraft.

Zürich, den 18. Mai 1928.

Der Präsident:
W. E. Rappard.

Der Sekretär:
C. Brüscheiler.

Wahlen.

Vorstand. Prof. Milliet ist laut Beschluss in Baden lebenslänglicher Ehrenpräsident und unterliegt daher keiner Wahl mehr.

Die Wahlen ergeben folgendes: Abgegebene Stimmen 35. Gewählt mit 28—34 Stimmen: Prof. Rappard, Prof. Grossmann, H. Schneeбели, C. Brüscheweiler, Nationalrat Dr. A. Meyer, Dir. Dr. Ney, Dir. W. Stauffacher (als Vertreter von Basel).

Durch das Los wurde sodann bestimmt, dass austreten, aber wieder wählbar sind: nach einem Jahr Prof. Grossmann und Dr. Ney; nach zwei Jahren C. Brüscheweiler und Nationalrat Meyer; nach drei Jahren Prof. Rappard, Schneeбели und Dir. Stauffacher.

Als *Präsident* wird in offener Abstimmung gewählt: Prof. Rappard.

Als *Rechnungsrevisoren*: Dr. Grütter (Bern), Dr. Thorin (Bern); als Ersatzmann: Dr. H. Henrici (Basel).

Als *Redaktor* für drei Jahre: Prof. Mangold, Basel.

Diese letzten Wahlen sind einstimmig erfolgt.

Schluss 1 Uhr und hierauf gemeinschaftliches Mittagessen in der Zunft zu Zimmerleuten.
